Les crédits

soit de 30 p. 100 dans les écoles canadiennes. Il avait bien raison de le dire. Mais je me demande comment il peut soutenir cela tout en adoptant une politique favorisant la hausse du taux d'abandon parce que les jeunes n'auront pas assez d'argent pour aller à l'école l'automne prochain. Et il n'a pas parlé de ce taux au niveau postsecondaire parmi les étudiants qui ne pourront se trouver un emploi cet été. Il n'a pas parlé non plus des compressions des transferts aux provinces en matière d'éducation, qui ont provoqué une hausse des frais de scolarité dans tout le pays. Il n'a pas parlé non plus de la TPS, qui rend les livres plus dispendieux. Il n'a pas parlé des frais supplémentaires applicables aux prêts aux étudiants.

En fait, il n'a rien dit qui soit utile aux étudiants. Il n'a rien dit qui soit conforme aux prises de position du gouvernement sur l'éducation. Il n'a rien dit qui puisse venir en aide aux étudiants. Bref, les étudiants doivent savoir maintenant que ce gouvernement ne va pas prendre ses responsabilités envers eux.

La motion dont nous sommes saisis est fondée, et notre parti va certainement l'appuyer. La voici:

Que la Chambre exhorte le gouvernement à prendre sans tarder des mesures pour diminuer le taux de chômage effroyablement élevé chez les jeunes Canadiens.

C'est une chose qu'il aurait dû faire il y a belle lurette.

Une voix: Oh, oh!

M. McCurdy: Monsieur le Président, nous venons d'entendre le député qui prétend être le ministre d'État chargé des Finances et qui va sans doute avaler des mouches s'il ouvre la bouche trop grande et s'il continue de dire des mensonges. Je pense que son problème est qu'il n'aime pas entendre la vérité. C'est d'ailleurs ce même ministre qui a eu l'arrogance de dire à la Chambre que n'importe quel étudiant peut trouver un emploi s'il le veut vraiment.

• (1210)

Je voudrais dire au ministre, de la part des étudiants au nom de qui il prétend parler, que son gouvernement et lui ne peuvent parler en leur nom. Le gouvernement est mal placé pour faire la morale à qui que ce soit, car il ne tient aucun compte des besoins réels de la population.

Le pays est en train de s'écrouler à cause de l'indifférence du gouvernement. Son avenir est menacé par l'apathie du gouvernement. Sa jeunesse est sacrifiée et insultée à cause de l'inconscience du gouvernement et du ministre des Finances.

Par conséquent, ce que la Chambre demande dans cette motion est relativement simple. «Réexaminez votre attitude face à la crise du chômage chez les jeunes», voilà ce que la motion demande au gouvernement: de faire tout ce qu'il peut pour permettre aux jeunes d'obtenir des emplois, cet été.

Les statistiques illustrent bien la situation. Parmi les plus gros employeurs d'étudiants, il y a IBM, qui a engagé 875 étudiants l'été dernier. Elle n'en engagera que 760 cet été. Bell Canada, qui en a embauché 1 195 l'an dernier, n'en emploiera que 500 cette année.

De fait, non seulement le gouvernement a coupé les fonds destinés à la création d'emplois pour les jeunes, ce qui rend de plus en plus rares les emplois qui étaient autrefois disponibles pour eux, mais il y a aussi la concurrence d'un grand nombre d'adultes à la recherche d'emplois.

Par exemple, à Windsor, le gouvernement municipal, qui crée habituellement beaucoup d'emplois pour les étudiants, a dû se résigner à réserver à des chômeurs adultes une partie des emplois autrefois destinés aux étudiants.

À Windsor, exemple typique des villes qui ont bénéficié des politiques du gouvernement, il n'y aura pas d'emplois dans les magasins de détail, cet été, parce que le tiers de ces magasins sont déjà fermés. Les emplois que l'industrie touristique créait habituellement pour les étudiants ne seront pas disponibles non plus.

Notre position est très simple. Le gouvernement devrait rétablir le financement du programme Défi à un niveau au moins équivalent à celui d'il y a deux ans, en 1989, quand il s'y est attaqué sauvagement. Il devrait fournir 140 millions de dollars pour le programme Emploi d'été/Expérience de travail et augmenter dans la même mesure le financement du programme Défi pour que les jeunes qui sortent actuellement des écoles secondaires puissent aussi obtenir des emplois.